

VENEZUELA : TOUT CE QUI BOUGE AUX CONFINS DE L'EMPIRE N'EST PAS FORCÉMENT ROUGE

MICHEL ROGALSKI *



L'évolution de la situation au Venezuela inquiète. Et légitimement, au premier chef, ceux qui suivirent avec enthousiasme les avancées du tournant à gauche en Amérique latine depuis une vingtaine d'années. Car elles furent porteuses de ruptures avec des décennies de dictatures militaires ou d'échecs des politiques néolibérales leur ayant succédé. La bascule à droite du continent est hélas bien engagée, par grignotages successifs révélant des bases d'appui non repoussées – oligarchies, finance, secteurs religieux, poids des armées, médias – et leurs réseaux d'alliances internationales. Elle laisse un

continent où les gauches ont dû quitter le pouvoir même si elles témoignent encore de fortes capacités de luttes et de mobilisations comme au Brésil au Chili ou en Bolivie.

Le cas du Venezuela est le plus préoccupant à plusieurs titres. D'abord, ce fut le premier pays, dès 1998, à tracer le sillon, à agir pour que d'autres rejoignent et à créer des mécanismes nouveaux de solidarités à travers l'ALBA. Ce fut incontestablement le chef de file des gauches latino-américaines. Son dirigeant, Chávez, se réclama du « socialisme du XXI^e siècle » et envisagea même le projet de construire une V^e Internationale dont le siège aurait été basé à

* ÉCONOMISTE, CNRS ; DIRECTEUR DE LA REVUE RECHERCHES INTERNATIONALES.

Caracas. Le Venezuela fut le symbole du désaveu infligé à Francis Fukuyama suggérant que l'histoire était terminée avec l'effondrement des pays socialistes. Des fractions importantes des forces progressistes mondiales se rallièrent à sa cause et lui témoignèrent leur solidarité. Ensuite, ce pays, dont le niveau de vie par tête d'habitant était le plus élevé d'Amérique latine, recelait des richesses pétrolières considérables qui avaient contribué à sa forte croissance – certes non industrialisante, dépendante des États-Unis et corromptive – pendant plusieurs décennies. Le pays comptait en Amérique latine et attirait depuis les années 80 nombre d'exilés politiques venus du continent et de migrants économiques. Bref, son aura dépassait l'échelle du continent et, comme Cuba des décennies plus tôt, il suscitait bien au-delà de lui-même une immense espérance.

Les succès furent rapides. Les richesses nationales furent mobilisées de façon massive et non sans succès au service de la lutte contre les inégalités et la pauvreté. Les célèbres *missions* déployées avec l'aide des Cubains en matière de santé, d'éducation, de logement et d'alimentation notamment furent largement plébiscitées par la population au point que

l'opposition dut s'engager lors des campagnes électorales à les maintenir. Le pétrole et ses immenses revenus furent mis au service du programme ambitieux de l'équipe dirigeante. La démocratie connut un jour nouveau et les masses populaires renouèrent avec la politique et s'engagèrent dans les batailles électorales comme jamais auparavant. Caracas devint la capitale des gauches radicales pendant quelques années, comme Alger le fut pour les luttes tiers-mondistes dans les années soixante. L'oligarchie vénézuélienne, au pouvoir depuis toujours, n'accepta pas de se trouver dépossédée du pouvoir politique, alors même qu'elle conservait néanmoins toute son assise économique et financière. Ayant sauvegardé le statut de classe riche avec tous les privilèges qui l'accompagnent, elle ne se résigne pas à être écartée du pouvoir politique. La situation est pour elle incongrue, nouvelle et alimente son désir de revanche. Bref, si les pauvres étaient moins pauvres, les riches étaient plus riches et n'acceptaient pas d'être privés d'un pouvoir politique qui semblait naturellement leur appartenir. La tentation putschiste fut forte et ils y succombèrent – sans succès – en 2002, tentant de la poursuivre par une grève

patronale pétrolière. Très tôt, le pays fut coupé en deux fractions opposées qui occupèrent massivement les rues à tour de rôle. Immenses manifestations, parfois fortes d'un million de personnes, traduisant l'extrême politisation du pays.

Las, ces succès étaient fragiles et ne durèrent pas. Le recul de la pauvreté et les programmes des *missions* s'obtinrent par distribution d'une rente pétrolière échappant à tout contrôle parlementaire et non pas par un recul de l'exploitation ou une mise au pas du patronat. Le pays ne connut aucun véritable plan de développement appuyé sur le mot d'ordre avancé depuis des décennies – *semmer le pétrole* –, mais jamais appliqué. Le piège s'est refermé sous le double effet d'un effondrement drastique de la production pétrolière et d'une chute du prix du baril d'environ 50 %. En vingt ans, la production est passée d'environ trois millions de baril/jour à moins d'un million aujourd'hui, sur lequel il faut prélever les livraisons à Cuba et à la Chine en remboursement en nature d'un prêt financier de cette dernière. La capacité exportatrice du pétrole s'est réduite à peau de chagrin au point que la filiale de raffinage du groupe pétrolier national, la Citgo, basée à Houston et sixième société du secteur aux

États-Unis, doit aujourd'hui pour maintenir son activité importer du brut de Colombie et du Mexique. Cette société de raffinage très rentable a toujours constitué pour le Venezuela une « vache à lait » à monnaie forte, car c'est elle qui honorait les remboursements d'emprunts de sa société mère, la PDVSA. Elle est aujourd'hui au cœur de l'affrontement entre Washington et Caracas. Ses fonds ont été mis sous séquestre et elle est dotée de deux directions, l'une nommée par Juan Guaidó et l'autre par Nicolás Maduro. Elle possède en outre la particularité d'être virtuellement possédée à 49,99 % par la société russe Rosneft si PDVSA n'arrive pas à rembourser l'argent prêté par Moscou. Washington est tétanisée par cette situation, car il lui faudra choisir : soit aider la PDVSA à rembourser sa dette aux Russes, soit laisser ces derniers s'emparer de la moitié de la 6^e société de raffinage du territoire américain. L'avenir du Venezuela se joue peut-être à Houston.

Le pays est aujourd'hui effondré. Les caisses du pays que l'on présente comme le plus grand détenteur de réserves énergétiques du monde sont quasiment vides. L'équipe dirigeante au pouvoir sans partage depuis vingt ans a manifestement failli

et semble dorénavant plus soucieuse de recherche de mécanismes institutionnels propres à assurer sa survie, en court-circuitant l'Assemblée nationale tombée entre les mains de l'opposition, qu'à l'avenir du pays. Depuis quelques années la violence répressive renaît, les libertés publiques et la démocratie sont malmenées. La crise économique, financière, alimentaire, sanitaire, voire humanitaire s'est abattue sur le pays et a transformé le quotidien des habitants, les poussant à la fuite bien au-delà des élites. Les plus pauvres partent en Colombie, au Brésil, à Trinidad. Les riches ou les diplômés tentent l'exil aux États-Unis, au Canada ou en Europe. L'ONU estime à quatre millions le nombre d'exilés, soit les chiffres d'un pays en guerre. La corruption et le trafic de drogue non seulement ne sont pas combattus, mais deviennent constitutifs de l'assise du régime. L'insécurité augmente. La bourgeoisie oligarchique détient toujours le pouvoir économique et piaffe d'impatience dans l'attente d'un retour au pouvoir politique qu'elle estime naturel de récupérer. Les succès sociaux des premières années du chavisme ne sont plus que souvenirs, laminés par une inflation à plus de 1000 % qui interdit toute amélioration pour les plus

pauvres et fait les délices des spéculateurs des taux de change qui favorisent la dollarisation du pays. Une extrême-droite factieuse s'affirme dans sa volonté de déstabiliser le pays et ne croit plus qu'à la rue ou à l'auto-proclamation présidentielle pour s'emparer du pouvoir, tandis que des chavistes de la première heure font défection, restent en marge ou rejoignent l'opposition. Un tiers des ministres et plus de la moitié des gouverneurs sont des militaires. Bref, le pays va mal et semble avoir perdu toute boussole. La gestion du quotidien l'emporte désormais sur toute vision d'avenir. Mais l'armée reste fidèle à un régime dont elle n'a aucune raison de s'écarter tant elle en est bénéficiaire. L'opposition, sans programme convaincant, est divisée ou réprimée et a beaucoup perdu de sa crédibilité.

Une question hante tous les amis de ce pays. Le Venezuela est-il resté sur les rails du bolivarianisme, est-il encore un régime de gauche ? C'est aujourd'hui la préoccupation essentielle de tous ceux qui trouvaient dans cette expérience originale raisons de se réjouir et que l'on sollicite pour une solidarité inconditionnelle.

Sur le continent, quand la gauche accède au pouvoir, elle doit reconquérir des marges

de souveraineté économique perdues et donc établir un type de relations internationales nouveau qui rende ces pays moins dépendants. Elle doit aussi faire face à une importante population pauvre et donc à une forte attente populaire en direction de laquelle des signaux clairs doivent être émis. Il faut d'urgence soulager la misère des couches marginalisées – parfois jusqu'à 40 % de la population – tout en étant attentif à l'appauvrissement des classes moyennes malmenées et qui, ayant sanctionné les équipes précédentes, attendent beaucoup de ces nouvelles expériences. L'ampleur de la tâche est immense, car les pays sont exsangues. Tout est à construire : système de santé, travaux d'infrastructures, logements décents, contrôle des ressources nationales, des hydrocarbures à l'eau, lancement de réformes agraires, augmentation de l'autonomie alimentaire, alphabétisation des adultes, scolarisation des jeunes. Il s'agit d'assurer un développement maîtrisé au service de tous. Sous des formes diverses ces exigences se retrouvent partout.

Tel était l'enjeu du virage à gauche de l'Amérique latine. Comment se traduit-il dans des politiques à mener ? Plusieurs champs principaux apparaissent qui constituent des « mar-

queurs » d'une orientation à gauche : le rapport au monde et notamment au grand voisin du nord ; l'attitude face à la pauvreté et aux inégalités ; les modalités de l'exercice du pouvoir ; la volonté de construire les bases matérielles et financières d'une croissance nécessaire au développement afin d'assurer l'indépendance du pays. Bref, il s'agit de marier Bolivar à Marx, c'est-à-dire lier l'émancipation nationale aux luttes sociales et repenser les formes de l'exercice de la démocratie.

En premier lieu la figure marquante et tutélaire de Bolivar signifie que l'indépendance nationale, la souveraineté politique et économique, la maîtrise de ses ressources ainsi qu'une vision d'un développement national constituent une ardente obsession et un objectif toujours poursuivi. Souvent faibles, ces pays n'ont pas la capacité à eux seuls de renverser le cours de la mondialisation. Écartant toute idée d'autarcie, ils doivent tout à la fois se prémunir des effets dévastateurs et déstabilisants de la finance en favorisant le financement du développement par le recours à l'épargne intérieure et en choisissant des taux de change suffisamment bas et donc compétitifs pour contrarier les effets désindustrialisant du syndrome de la « maladie

hollandaise » pour ceux qui possèdent des ressources primaires.

En deuxième lieu, la prise en compte de la pauvreté et des inégalités sociales constitue un marqueur incontournable de ces expériences. Réduire la pauvreté, élever les minimums sociaux, mettre en œuvre des politiques pro-pauvres favorisant l'accès aux besoins essentiels aux couches les plus défavorisées, combattre la précarité et le travail informel qui minent la société, tels sont pour l'essentiel les leviers indispensables. La redistribution, conçue de façon assistancielle sans prendre appui sur une réduction de l'exploitation, serait insuffisante. Cela est d'autant plus vrai lorsque, et c'est le cas le plus fréquent, ces oligarchies sont articulées à des réseaux internationaux puissants.

En troisième lieu, les modalités de l'exercice du pouvoir doivent retenir l'attention. C'est une question importante parce qu'elle cristallise souvent les accusations de « populisme ». Les libertés publiques ont-elles été élargies ? Les exclus de la vie politique, notamment les pauvres, ont-ils été réinsérés dans les mécanismes de la vie politique ? La liberté d'expression et de manifester est-elle sans faille ? La corruption, souvent massive dans le continent,

fait-elle l'objet d'une répression énergique, ou bien la laisse-t-on aller au fil de l'eau, au risque de créer une nouvelle bourgeoisie liée au régime établi ? La lutte contre la drogue, dont on sait combien elle alimente la corruption, fait-elle partie des priorités gouvernementales ? Enfin, l'insécurité, notamment urbaine, qui se nourrit du terreau de la misère, de tous les trafics et d'un sentiment d'impunité, est-elle prise à bras-le-corps ?

Chaque avancée populaire en Amérique latine a toujours conjugué Bolivar, Marx, avancées démocratiques et politiques de développement.

Assurément le Venezuela d'aujourd'hui ne coche plus toutes ces cases et présente des signes de reculs manifestes. Il interroge ses amis sur la dérive en cours et les possibilités d'un redressement. La sollicitation d'une solidarité inconditionnelle ne peut être de mise, surtout si elle voudrait se justifier par l'existence d'une hostilité états-unienne qui serait rendue responsable de tous les échecs ou de la dérive du régime. Faudrait-il adorer le régime des ayatollahs au prétexte que l'Iran subirait les foudres de Washington ? Ou encore se réjouir des actions d'Al Qaïda dès lors qu'elle prétend s'opposer au grand Satan américain ?

Le bon mot d'ordre, c'était bien ni Bush ni Ben Laden et non pas Ben Laden contre Bush ? Tout ceci dérive d'une analyse simpliste qui voudrait que l'ennemi de mon ennemi soit automatiquement mon ami. On est en présence d'une théorie « campiste » qui postulerait que dès lors que l'on se revendiquerait d'un camp alors la solidarité devrait se mobiliser sans réserve pour tous ceux qui seraient en butte à l'hostilité de notre adversaire, lui laissant en réalité le choix de définir le bon et le méchant. Bref, tout ce qui bouge aux confins de l'empire n'est pas forcément rouge. Le croire ferait l'économie d'aller regarder de près ce qui se passe derrière une volée de slogans et de postures. Une telle attitude ne peut être constitutive de l'internationalisme qui suppose pour fonctionner un partage de valeurs qui actionne sa mise en œuvre.

La solidarité internationale se mérite. Elle n'est pas un droit. Elle s'appuie sur le partage de

valeurs et de combats communs, se nourrit en retour de la fierté de ce qu'accomplissent ceux qui en bénéficient et ouvrent ainsi des voies utiles à d'autres en suggérant des inspirations. Ces conditions sont au cœur d'un mécanisme gagnant-gagnant. Il faut savoir le rappeler dans des moments cruciaux.

Aujourd'hui le Venezuela est devenu un fardeau pour la solidarité internationale. Son image répulsive est instrumentalisée en Amérique latine. Deux faits récents devraient sonner l'alerte. Lorsque Jean-Luc Mélenchon passe l'été dernier en Amérique latine, il visite le Mexique et l'Argentine et prend bien soin d'éviter la pause photo avec Maduro à Caracas. Lorsqu'Evo Morales doit quitter La Paz, il se précipite au Mexique dans un premier temps, puis rejoint l'Argentine en prenant bien soin d'éviter l'escale de Caracas. Tous deux ont compris les limites et les dangers d'un internationalisme irréfléchi.

Décembre 2019